L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 72 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 11 AOUT 1889.

PETITES ANNONCES.

UNE dame qui peut donner les meilleures références, désirerait se charger d'une petite fille de six ans et plus : elle l'entourera et la soignera comme une mère. Prix modéré. S'adresser, rue Magazine, No 512.
27 juil—1 sept

PROCLAMATION.—Mlle Abigail Mercier, présentement détenue et écrouée en cette prison, a fait présenter requête à ce qu'elle soit déclarée majeure et émancipée, et ainsi capable de contracter. Jake Saucier, les meilleurs remèdes connus. Professeur rue Magazine, No 664.
27 juillet—2 sept

DEMANDES.

ON demande—Au Dalhonde Bureau de Placement, 51 Faubourg de la Course—Ouvriers, ouvrières de chambre, jardiniers, travailleurs pour familles et habitations. 11août—1f

ON demande—Jeune femme pour faire cuisine, sans références exigées. Bons gages et bons traitements. S'adresser 1ère[illegible] 363 Conty street. 11août—1f

A LOUER.

COIN à fermer à louer—A partir du 1er octobre le vaste et spacieux coin Ste-Anne et Royale, présentement occupé par Mme Legendre. L'emplacement est irréprochable. S'adresser 128 Royal St.
11août—Dim, Mar, Jeu

A VENDRE.

A VENDRE.—Une épicerie pour cause de départ, un coin des rues Rampart et Dauphine.
11 août—11 19 25

A VENDRE.—Le Wilkes dyentery Remedy chez tous les pharmaciens de la ville.
11août—3mos—Dim Mar Jeu.

A VENDRE.—Une vacherie comprenant sept vaches, un cheval, un wagon et tout ce qu'il faut pour l'exploiter. Pour informations s'adresser à Mme Hy. Prat, rue Barthelemez, entre Marais et Urquhart. 4 août—

AVIS DE SUCCESSION.

Haynes & Rogers, Wm D. Haynes et Andrew T. Rogers vs leurs créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 32,936.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le second compte provisoire présenté par Jas. T. Richardson, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la cour.
R. A. LUMINAIS,
3 août—3 8 11 Greffier.

Succession de Phil Williams.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,704—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Jno. T. Richardson, syndic de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
7 août—7 11 16 Greffier.

Succession de Miss Emily Glover.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,925—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Henry J. Rhodes, notaire, LUNDI, le 26me jour de septembre 1889, à 11 heures A. M. au dit bureau de ce notaire, rue Bienville, entre Carondelet et Baronne, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
7 août—7 11 16 Greffier.

Succession de W. B. Barstow.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 33,640—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur public et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
3 août—3 8 11 Greffier.

Succession de George M. Rieder.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No. 26,136.—Division B. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Simon Rieder, administrateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la cour.
R. A. LUMINAIS, Greffier.
2 août—2 7 11

Succession de Margaret Faher.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 6,324.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Jos. B. Vinet, curateur testamentaire datif de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
2 août—2 7 11 Greffier.

Succession de Francis P. Burger.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 17,120—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par William F Walck administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
2 août—2 7 11 Greffier.

Succession de Robert Crawford.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 27,597.—Division C.—Attendu que Catherine Mc Ginley a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Robert Crawford, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
3 août—3 8 11 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 27,683—Division E—Rodolph Langerman vs. ses créanciers—Ordre de Cour.—Que la cession de property des petitionnaires Rodolph Langerman soit et est par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Octave Moral, notaire en cette ville, en son bureau, No 9 1/2 rue de Chartres, le 4 AOUT 1889, à 11 heures de septembre 1889 à 11 heures A. M. pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, nommer un syndic et voter sur telles autres affaires qui peuvent être mises devant eux et pendant ce temps toutes procédures judiciaires contre la personne et property du dit propriété du dit pétitionnaire soient suspendues; et que E. J. Moral, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.
Nouvelle-Orléans, 10 août 1889.
[Signé] FRED. D. KING,
Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division B, siégeant à la place de l'Hon. Albert Voorhies, juge de la dite Cour, Division E, actuellement absent en congé.
Pour copie conforme.
JAS D. RANKIN Député Greffier.
11 août—2f on 14 sept

William Vogts vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 27,024—Division B. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Peter Blaise, syndic provisoire et syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS, Greffier.
10 août—10 15 18

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de district pour la paroisse d'Orléans—No 27,632—Division B.—Ed. Lacroix et Victor Lacroix vs. leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession faite des petits-noms, la raison commerciale de D. J. Searcy & Co., composée de James McLean et David J. Searcy, la dite société dont dissolution et faisant des affaires dans la ville de Nouvelle-Orléans, soit et est par le présent homologué pardevant le Cour au bureau du greffier de cette cour, et qu'une assemblée des créanciers de la dite société soit tenue et convoquée pardevant Henry J. Rhodes, notaire, LUNDI, le 26me jour de septembre 1889, à 11 heures A. M. au dit bureau de ce notaire, rue Bienville, entre Carondelet et Baronne, afin d'élire une ayndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourront leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les personnes et les propriétés des dits créanciers soient suspendues; et que Edward J. Gay, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.
Nouvelle-Orléans, 8 août 1889.
[Signé] FRED. D. KING, Juge.
Pour copie conforme.
JAS D. RANKIN, Député-Greffier.
9 août—2f on 9 sept

Albert Gemmenich vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 31,497.—Division G. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Albert Gemmenich, syndic provisoire et définitif de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la cour.
R. A. LUMINAIS,
6 août—6 10 13.

[illegible] vs. ses créanciers.
[illegible] 1889 [illegible]
[illegible] Greffier.

PEERLESS PIANO [illegible]

L'ABEILLE

—DE LA—

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN,

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

—LE—

SAMEDI MATIN

—ET—

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

L'Edition hebdomadaire, réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE,

Fondée le 1er septembre 1827, est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des dépêches télégraphiques complètes de tout les points des Etats-Unis et de l'Europe.

Un Bulletin matinal.

Une liste des navires et paquebots dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans.

Une liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans.

Un Bulletin financier.

Un Bulletin Commercial,

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer.

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

BUREAUX ET ATELIERS

72 [illegible] 72

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'encouragement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et renouvelée par la nouvelle Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grandes tirages extraordinaires qui ont lieu semi-annuellement (Juin et Décembre) et les grandes tirages à numéros simples qui ont lieu tous les autres mois de l'année, et qui sont tous les mois en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac simile de nos signatures.

[illegible]
Commissaires.

BUREAUX ET ATELIERS,

No 78 RUE DE CHARTRES

Entre Conti et Bienville.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 13 AOUT 1889

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$200,000, soit	$200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION :

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$200,	20,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	999,000
999 Lots de	$100,	99,900

2,124 Lots se montant à.....$1,654,900

On demande des agents partout.

Pour les prix à payer par les Clubs, on peut tout renseignement que l'on voudrait avoir, s'adresser au soussigné. Vous écrirez d'une manière distincte et la Signature Exacte. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant l'adresse en plein

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou Bank of New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie ajoutée par l'Express.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées comme suit :

New Orleans National Bank,

New Orleans Etat

Rappelez-vous que les seuls vrais billets de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, dans un but de charité et pour aider au développement de l'encouragement public, sont ceux portant les fac simile de nos signatures ci-dessus, que nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac simile de nos signatures.

[illegible]
Commissaires.

L'ACHLORO-NAPTHOLEUM est sans aucun doute le meilleur désinfectant du monde.
7 juillet—

CHARITH.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans.

QU'IL soit connu par ces présentes, que le 1er jour d'avril de l'an de N. S. 1889, pardevant moi, Wm. Grant, notaire public, dûment commissionné et assermenté, pour la paroisse d'Orléans et résidant dans cette ville, et en présence des témoins ci-dessous nommés, dûment requis, a comparu personnellement devant moi, le Dr. Charith, entre le rue Dauphine et la rue Bourbon, lequel a déclaré qu'il a inventé un remède qu'il a appelé Charith, lequel il a vendu depuis le 1er janvier 1889 jusqu'aujourd'hui, époque à laquelle il a été forcé de le retirer de la vente à cause de la grande demande qu'il en a eu, et qu'il ne peut satisfaire à la demande, et qu'il a l'intention de le remettre en vente le 1er juin 1889, et qu'il désire en faire la déclaration suivante, à savoir :

ARTICLE I.

Le nom de cette corporation sera "THE NORTH AMERICAN STRENGTHROUND (SIMMONS VERMONT) LIMITED". La dite corporation aura son siège en la juridiction de la Nouvelle-Orléans, dans l'état de la Louisiane, et aura le pouvoir de ne pas avoir de succursales ou agences ailleurs, si elle le juge nécessaire, et aussi d'en établir et opérer.

ARTICLE II.

L'objet et le but de cette corporation sont l'acquisition, par voie d'achat ou de don, d'un local quelconque, dans ou près de la Nouvelle-Orléans, pour y ériger un hôtel de la Nouvelle-Orléans, dans le courant du mois de février 1890, un hôtel pour y loger et nourrir les pauvres et les démunis, et aussi pour y donner des soins aux malades, dans le but de la corporation est également d'acquérir, pour les fins ci-dessus, tous les immeubles nécessaires à l'exécution de ces projets. Il est exempt de toute taxe municipale, excepté pour les améliorations faites sur le terrain, et aussi pour les meubles et effets mobiliers. Il aura le pouvoir de vendre, hypothéquer, louer, etc., tous biens qu'il pourra acquérir, et tels ces biens ainsi qui seront jugés nécessaires pour arriver aux fins de cette corporation.

ARTICLE III.

Le domicile de la dite corporation sera établi dans la ville de la Nouvelle-Orléans, état de la Louisiane; toutes les assignations et autres procédures légales devront nécessairement être faites dans cette ville, et le bureau de la dite corporation sera situé dans cette ville, et les livres de la dite corporation seront conservés dans ce bureau.

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette association est fixé à la somme de cinquante mille dollars ($50,000), divisés en cinq cents (500) actions de vingt-cinq dollars ($25) chacune, payables, savoir : quinze cents (15) cents [illegible] quatre-vingts dollars, dans le courant de vingt [illegible] 1890, et le dernier de quarante cents (40) dollars dans le courant de juin et [illegible] 1891, et ces actions seront payables après avis, pour chaque paiement après avis, pour chaque paiement après avis. Pour chaque action souscrite, le souscripteur recevra, sur le paiement de la première somme [illegible] billets de même avec chaque échéance pour le montant d'une action, et un certificat d'action sera donné à chaque souscripteur sur le paiement de la somme due sur son action.

Ainsi fait et reçu en cette ville, susdite, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, en l'étude, dans l'année susdite, en la présence d'Albert F. Ewing et de George H. Braughn Jr, témoins à ce requis, et moi, notaire soussigné, lesdits ont apposé leurs signatures avec celles des comparants, après lecture faite.

Ont signé :

J. Hesse,	J. Hesse Deiler,
O. H. Miller,	E. F. Del Bondio,
Chas F. Buck,	Geo Jurgens,
Mathonihe Hermann,	J. Simmons,
A. G. Hicks,	F. Richert,
Fred Peters,	H. E. Minhof,
H. G. Schmidt,	Wm. Wenderoth,
Chas J. A. Doerr,	F. W. Dietman,
M. Dinkelspiel,	Louis Leonhard,
Chas H. Schmidt,	Luigi Dall'Orto,
Allen F. Hall,	Alfred Hicks,
Frantz & Opitz,	H. L. Frantz,
Jacob Heintz, par Frantz Augustus Rice,	
Albert H. Farwell,	W. G. Hart, Braughn, Jr.
German Staging Society of the Sixth District	
Ernst Stamm, Président.	

Le soussigné, secrétaire des hypothèques en cas pour la paroisse d'Orléans, fait de la Louisiane, certifie par [illegible] [illegible] [illegible]